

Après le vote britannique pour le Brexit

N'OUBLIONS PAS QUE LES SEULES VICTOIRES POUR LES TRAVAILLEURS SONT CELLES ARRACHÉES PAR LA LUTTE !

BULLETIN NPA DU SECTEUR AUTO DU PERCHE

30 JUIN 2016

Le référendum organisé au Royaume Uni a donc donné la majorité à celles et ceux qui souhaitent que leur pays quitte l'Union Européenne. C'est une vraie claque pour tous les politiciens bourgeois britanniques, partisans du maintien, qu'ils soient travaillistes ou conservateurs, à commencer par Cameron, le chef du gouvernement.

Mais c'est aussi une claque pour tous les dirigeants européens, à commencer par Hollande et Merkel, qui mènent dans leur propre pays les brutales politiques antisociales que l'on connaît et qui ont le culot de présenter l'Union européenne comme le meilleur des mondes pour les populations du continent.

Si beaucoup d'électeurs des classes populaires ont voté pour le « Brexit », cela n'a donc pas été uniquement l'expression de préjugés anti-immigrés, comme le disent tant de politiciens pro-européens, mais aussi parce que beaucoup ont vu là une occasion, la première depuis longtemps, d'exprimer leur ras-le-bol de la dégradation de leurs conditions de vie et de la politique anti-ouvrière du gouvernement Cameron.

Ni Europe capitaliste, ni patrie, ni frontières !

Mais que le Royaume-Uni soit « dans » ou « hors » de l'UE, ce n'est pas ce qui empêchera les capitalistes de la cinquième puissance de la planète de continuer à exploiter les travailleurs.

Le grand patronat et les financiers de la City, dont la préférence allait plutôt au maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne, s'adapteront à cette nouvelle situation pour pouvoir continuer à faire leurs affaires. Car si les électeurs votent, c'est la grande bourgeoisie qui continue de décider.

Sous la pression du parti d'extrême droite UKIP, toute la campagne du « Brexit » a charrié des tombereaux de préjugés nationalistes et xénophobes, visant à semer la division dans les classes exploitées, à dresser les travailleurs britanniques contre les travailleurs immigrés, les immigrés de vieille date contre ceux récemment arrivés.

A la suite de l'annonce des résultats, les politiciens du camp du Brexit ont multiplié les discours pour célébrer la « grande nation » britannique, maintenant qu'elle est enfin « libre de vivre sa vie ». La Grande-Bretagne est brandie en exemple par tous les courants

réactionnaires d'Europe, à commencer par le Front national.

Mais il n'y a rien à attendre de bon pour les travailleurs et les peuples de toute cette propagande réactionnaire !

Brexit ou pas... c'est dans la rue que ça se passe !

Les référendums organisés par les dirigeants de ce monde ne peuvent pas apporter la solution à nos problèmes. Ni aucune élection d'aucune sorte d'ailleurs.

Est-ce que les opposants à l'aéroport de Notre Dame-des-Landes vont arrêter de se battre contre ce grand projet inutile, destructeur de vie et d'environnement, au seul profit des grands groupes du BTP, après le résultat du référendum bidon de dimanche ?

Est-ce que le mouvement contre la loi Travail – qui va bientôt entamer son quatrième mois de mobilisation - n'a pas prouvé qu'avoir un président et un gouvernement dits « de gauche » n'était en rien un rempart contre la loi des patrons ?

En revanche, des changements, on peut en arracher par l'action directe contre les attaques du patronat et les politiciens à ses ordres, et contre leur

système d'exploitation. Partout en Europe, pour toutes celles et ceux qui n'en peuvent plus de l'austérité, du chômage, des diktats patronaux, c'est par la lutte, les grèves, les manifestations que les choses pourront vraiment changer.

De l'Etat espagnol à la Belgique, en passant par le Royaume-Uni et la France, travailleurs et jeunes de tous les pays battons-nous tous ensemble contre nos patrons, contre nos gouvernements, de vraie droite ou de fausse gauche et contre les lois capitalistes !

BREXIT: L'U-E GARDE SON FLEGME



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



TOUJOURS CONTRE LA LOI TRAVAIL, POUR SUIVRE LA MOBILISATION !

Près de 4 mois après la 1ère manifestation unitaire pour le retrait de la « loi travail », des dizaines de milliers de manifestants ont à nouveau participé à la onzième journée de mobilisation, ce mardi. Alors que depuis des semaines, gouvernement et médias ne cessent de répéter que cette mobilisation s'essouffle, c'est la démonstration éclatante que la loi travail reste très majoritairement rejetée par la population, comme les sondages l'indiquent.

Malgré la désinformation, les violences policières, la répression et maintenant la remise en cause du droit de manifester, l'opposition au projet gouvernemental ne désarme pas.

Mais alors qu'après le vote du sénat, le projet de loi va revenir à l'Assemblée le 5 juillet, le chemin est encore long avant son adoption par le Parlement. Un temps pendant lequel la mobilisation doit se poursuivre pour contraindre le gouvernement à retirer sa loi et à dégager lui-même.

LA LOI TRAVAIL, CE N'EST PAS JUSTE L'ARTICLE 2

Modifier l'article 2 de la loi El Khomri, lequel prévoit « l'inversion de la hiérarchie des normes », c'est-à-dire la primauté des accords d'entreprise sur les accords de branche, c'est une porte de sortie qu'évoquent certains membres du gouvernement. Même si elle n'est pas envisagée par Valls pour l'instant, l'idée que le reste de la loi passerait comme une lettre à la poste fait son chemin.

Sauf que...le reste ne vaut pas mieux. Par exemple, le temps de travail sera modulé sur 3 ans, les heures complémentaires des temps partiels seront moins payées, une mesure pourra être imposée par référendum contre l'avis de 70% des syndicats, sous la pression du chantage à l'emploi ou à la délocalisation, les licenciements économiques facilités, avec pour motif une simple baisse des commandes ou du chiffre d'affaire et les indemnités diminuées. Les horaires de travail pourront être modifiés 3 jours à l'avance. Et bien d'autres mesures inacceptables.

Alors, avec ou sans l'article 2, c'est le retrait de toute la loi Travail que nous voulons.

LE DROIT DE MANIFESTER EN SURCIS ?

Tirant prétexte de la lutte contre le terrorisme, puis de l'Euro de football qui se déroule en France et enfin des incidents qui ont émaillé des manifestations contre « la « Loi Travail », Hollande a saisi l'occasion du Conseil des ministres de ce mercredi pour annoncer qu'il « ne pourra plus y avoir de manifestation si les conditions de préservation des biens, des personnes et des biens publics (...) ne sont pas garanties », faisant écho à la déclaration de Valls, affirmant le matin même sur France Inter que « les manifestations ne peuvent pas durer ainsi ».

Et comme c'est ce gouvernement et ses préfets qui décideront des situations où les conditions seront garanties, c'est la promesse d'une prochaine remise en cause du droit de contester sa politique.

C'est là la réponse d'un pouvoir aux abois, minoritaire dans le pays, y compris dans sa propre majorité. Et qui éclaire le vrai motif de la prolongation sans fin de l'état d'urgence. Raison de plus pour tout faire afin de précipiter sa chute.

**Si nos idées t'intéressent, n'hésite pas à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**

LES FORD JOUENT LES TROUBLE-FÊTE AUX 24 HEURES DU MANS

Samedi 18 juin 2016, des salariés de l'usine Ford de Blanquefort près de Bordeaux se sont invités sur le circuit du Mans où Ford fêtait en grandes pompes son retour dans cette course mythique. Par cette action, il s'agissait de dénoncer le contraste entre la fête du retour de Ford sur ce circuit et la face sombre de la multinationale à son usine de Blanquefort dont l'avenir et les emplois sont menacés.

Pas de recrutement, pas de formation, tous les indicateurs sont au rouge. Après un rassemblement devant l'entrée du circuit, une vingtaine de salariés sont entrés et ont occupé le stand de la marque. "On a voulu toucher encore l'image de Ford sur sa vitrine commerciale, on a montré qu'on était encore là, à défendre nos emplois, à ne pas lâcher" a déclaré Philippe Poutou.

LA GREVE : A QUOI CA SERT ?

C'est cette année l'anniversaire des congés payés en France. Une mesure que les travailleurs ont dû arracher par la grève générale de juin 1936, car elle ne figurait même pas dans le programme du Front populaire. Huit décennies plus tard, selon une étude du Secours populaire, un enfant sur trois ne part toujours pas en vacances. Et en 2014, parmi les salariés ayant un salaire mensuel inférieur à 1 200 euros, seuls 40 % avaient pu partir en vacances.

Autant dire qu'il faut refaire comme en 1936 !

PSA MULHOUSE : NCS2, LOI TRAVAIL, A LA POUCELLE !

1000 grévistes le 26 mai, 400 le 31 mai, 600 le 14 juin à PSA Mulhouse contre le nouvel accord de compétitivité NCS2. Pire que la loi El Khomri, puisque celle-ci s'attaque aux majorations des heures sup alors que PSA, avec son système de compteur, ne paierait plus les heures effectuées samedi ou dimanche.

Les travailleurs de nuit risquent de perdre 300 à 400 euros. Après de premiers reculs, comme le travail obligatoire le samedi après-midi, la mobilisation continue. Chaque débrayage finit par une assemblée générale où les salariés peuvent s'exprimer. Les défilés dans les ateliers se font aux cris de « NCS1, NCS22, à la poucelle ! » ou « loi El Khomri, précarité à vie, de cette société-là on n'en veut pas ! ». A PSA, Renault comme dans toutes nos entreprises, les accords de compétitivité ou la loi travail, c'est non !

EUROSATORY : QUI VEUT MON BEAU CHAR D'ASSAUT ?

Eurosatory, le plus grand salon mondial de l'armement, vient de se tenir à Paris. Plus de 50.000 visiteurs pour admirer les performances d'engins de guerre et de maintien de l'ordre des plus sophistiqués. Un secteur clé en matière d'exportations françaises. La France bientôt numéro 2 mondial de ce business, derrière les USA.

Parmi les plus gros acheteurs, des pays comme l'Egypte et l'Arabie Saoudite : des pays où les autorités bafouent sans gêne les droits humains fondamentaux. Mais pour Hollande, comme pour ses prédécesseurs, peu importe pourvu que ça rapporte. En 2015 plus de 150 peines de morts ont été exécutées en Arabie saoudite.

La France attend beaucoup de la visite à Paris du ministre saoudien de la défense : ventes de patrouilleurs, de systèmes de défense antiaériens et de corvettes en vue ... tout un programme pour la paix dans le monde.